

Paris, le 07 juillet 2020

Une relance économique plus juste et écologique, le remaniement n'en fait pas sa priorité

Lundi 6 juillet, la composition du nouveau gouvernement a été dévoilée. Les attentes des entreprises engagées dans la transition sociale et écologique étaient à la hauteur des signaux positifs envoyés depuis une semaine par le Président de la République suite à la Convention citoyenne pour le Climat et à la vague verte aux municipales.

Pour préparer au mieux la relance, il est essentiel que le gouvernement assure un portage politique cohérent des sujets de transformation écologique et sociale, pour permettre leur juste prise en compte. Malheureusement, ce remaniement ne porte pas l'inflexion tant espérée.

Tout d'abord le ministère de la Transition écologique et solidaire devient le "Ministère de transition écologique". Les entrepreneurs sociaux, représentés par le Mouves, sont convaincus que justice sociale et justice environnementale sont les deux facettes d'une même transition essentielle pour notre pays. Et les divergences dangereuses entre gilets jaunes et gilets verts, ou fin du monde et fin du mois, ont montré la nécessité de penser ces deux défis ensemble. En supprimant le terme "solidaire" du ministère de la transition, la priorité n'est donc pas à la convergence, mais bien à la compartimentation. Cela traduit également la relégation au second plan de l'économie sociale et solidaire, qui a pourtant été en première ligne face à la crise sanitaire et qui représente environ 2,3 millions d'emplois aujourd'hui.

D'autre part, économie, écologie et solidarité continuent à être segmentées. Les entrepreneurs engagés appelaient de leur vœu la [création d'un Ministère de la Relance économique, écologique et sociale](#). L'intégration du mot "relance" au sein du libellé du Ministère de l'Economie et des Finances ne garantit pas que cette dernière sera verte. Il s'agit pourtant d'une nécessité pour ne pas retomber dans les travers qui ont permis la crise écologique et sociale que nous connaissons.

Par ailleurs, **alors que l'inclusion doit être au cœur de la relance, elle est aujourd'hui remplacée par "l'insertion"** au sein d'un ministère déléguée placée auprès de la Ministre du Travail. Cet enjeu est crucial, car une politique de l'emploi inclusive et résiliente permettra d'absorber les chocs économiques qui ne manqueront pas d'arriver.

Enfin, tandis que le Mouves s'engage pour une transition écologique du secteur numérique, l'absence d'un portefeuille dédié aux sujets digitaux est un sujet d'interrogation.

Par conséquent, alors que le gouvernement devrait annoncer, en fin de semaine, la nomination de plusieurs secrétaires d'Etat dédiés à des thématiques importantes, le Mouves formule le vœu que cette seconde vague permette de rétablir ces apparents déséquilibres. En particulier, le Mouves propose :

- La création d'un véritable **secrétariat d'Etat à la transition sociale et écologique des entreprises** dont l'ESS serait le fer de lance, afin d'obtenir un portage politique au plus haut niveau et une prise en compte de ces sujets. L'idée serait de placer cette nouvelle structure auprès du ministère de l'Economie et des Finances, pour que ces sujets soient au cœur de la réflexion économique française.
- La création d'un **secrétariat d'Etat à la réindustrialisation verte et inclusive** qui, également rattaché au ministère de l'Economie et des Finances, permettrait de piloter le plan de relance en s'assurant de sa prise en compte de l'ensemble des problématiques écologiques et sociales.
- La reconduction d'un **secrétariat d'Etat dédié aux affaires numériques**, en intégrant à la feuille de route fixée l'ambition d'engager la transition écologique de ce secteur et la promotion d'une innovation sociale et positive.

En s'engageant dans cette voie, le gouvernement ferait un premier pas majeur pour que ce remaniement ne soit pas une occasion manquée de penser un plan de relance qui parie sur l'emploi pour tous, la redistribution juste des richesses et la préservation de notre capital naturel pour remettre en marche notre économie.

Le Mouvement des entrepreneurs sociaux (Mouves) fédère et représente l'ensemble des entrepreneurs à Impact Social et Écologique en France. Il anime une communauté d'entrepreneurs pionniers partout en France, réunis pour que le modèle porté par les entreprises sociales qui s'appuie sur l'impact social, l'impact environnemental, le partage du pouvoir et le partage des richesses se développe en France et influence l'économie de demain. www.mouves.org